



Plusieurs organisations de l'Opposition, notamment le MOPOD, la FOPARC, l'OTAN et le parti politique Fanmi Lavalas, annoncent l'organisation d'une manifestation qui se tiendra le 26 octobre prochain à Port-au-Prince à compter de 9 heures AM. Par ce mouvement de mobilisation, elles s'engagent « symboliquement » à prendre la route des urnes comme l'avait annoncé le président de la République.

La manifestation débutera devant les locaux de l'Eglise Saint-Jean Bosco, passera au Bel-air, longera l'autoroute de Delmas, puis se dirigera à Pétion-Ville à et redescendra au Champ de Mars (Place de la Constitution). C'est du moins ce que prévoient les organisateurs.

Selon le coordonnateur de l'OTAN, Assad Volcy, la tenue de ce mouvement a une portée « historique » compte tenu de l'arrêté présidentiel du chef de l'Etat convoquant le peuple dans ses comices le 10 juin dernier pour les élections législatives partielles, municipales et locales.

Depuis, aucun autre arrêté, indique-t-il, n'a été pris afin de rapporter le premier. Un tel comportement, explique le numéro un de l'OTAN, signifie que cette date est encore maintenue. "Les citoyens vont exercer leur devoir civique « Tèt dwat » en quête de leur bureau de vote à Pétion-ville", a ajouté M. Volcy.

Écrit par RA/HPN

Vendredi, 24 Octobre 2014 14:39

Il a aussi dénoncé la planification d'un complot préparé au sein du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales(MICT) au cours de cette semaine avec la participation du secrétaire d'Etat à l'Environnement Pierre André Gédéon et du titulaire du Ministère de la Communication, Rudy Hérivaux.

Au cours de cette rencontre, informe-t-il, près de 30-40 millions de gourdes ont été décaissées sous prétexte de réaliser des activités "Cash for work" et de l'animation musicale lors de cette manifestation. Mais, son véritable objectif, poursuit M. Volcy, consiste à préparer l'opinion publique afin de réaliser ce qu'ils ont à faire.

De son côté, Rony Timothée, porte-parole de la FOPARC a fait savoir que les citoyens seront munis de leurs Cartes d'identification nationale(CIN) et de cartes rouges pour voter contre le président de la République.

Il s'en est également pris aux dirigeants de la PNH en leur demandant de définir le rôle de la Police nationale d'Haïti. Aussi, dénonce-t-il l'intégration aujourd'hui de nombreuses personnes indésirables qui, dit-il, ont été chassées de l'institution policière lors de la direction de Mario Andrésol.